

Référendum : 66% des Français favorables à une Calédonie indépendante

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/referendum-66-des-francais-de-metropole-favorables-a-une-caledonie-independante-1014214.html>
référendum

En octobre 2020, pour le 2ème référendum, le "oui" à l'indépendance avait recueilli 46,7 % des suffrages en Calédonie. • ©Coralie Cochin/ NC La 1ère

Ce chiffre provient d'un sondage de l'institut Harris, commandé par le ministère des Outre-mer et relayé par "Le Figaro" jeudi. Selon cette enquête, les enjeux calédoniens restent méconnus.

Coralie Cochin • Publié le 21 mai 2021 à 12h10,



Alors que des [discussions sur l'avenir institutionnel](#) du pays auront lieu à Paris du 26 mai au 4 juin, le ministère des Outre-mer a commandé un sondage à l'institut Harris sur la vision des Français quant à un [troisième référendum](#) sur l'accession ou non de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté.

Or, depuis la Métropole, les opinions sont bien différentes de celles exprimées par les Calédoniens pendant les deux précédents scrutins, où le "non" l'a emporté à 56,7 % en 2018 et à 53,3 % en 2020. Selon ce sondage, dévoilé par [le quotidien Le Figaro](#), jeudi 20 mai, 66% des Français se disent favorables à l'indépendance de l'archipel, tandis qu'environ 33% des sondés sont pour le maintien de la Calédonie dans la France.

Un contexte calédonien méconnu

Ce sondage, cité ce vendredi matin sur les antennes de NC la 1ère par le chef du groupe UNI au Congrès Louis Mapou, invité de la matinale radio, s'appuie sur un échantillon de 1 042 personnes représentatives des Français âgés de 18 ans et plus interrogées en ligne, du 27 au 29 avril.

Si 86% des Français sondés ont une bonne image de la Nouvelle-Calédonie, les dossiers qui agitent le Caillou semblent très lointains pour une bonne partie des Français. Le quotidien national note une "méconnaissance des enjeux locaux". Ainsi, un Français sur deux (49%) ignore qu'un troisième référendum doit être organisé sur le Caillou d'ici à octobre 2022, [à la demande des indépendantistes](#).

Un sujet peu sensible, depuis la Métropole

Bien que l'archipel soit français depuis 1853, "pour une large part de l'opinion publique, l'appartenance de la Calédonie à la France n'est pas un sujet d'émotion", explique au Figaro Jean-Daniel Lévy, directeur délégué de Harris Interactive. Selon l'institut de sondage, le droit à l'autodétermination figure parmi les arguments avancés par ceux qui se disent favorables à une indépendance.

Le Figaro

Référendum en Nouvelle-Calédonie : une large majorité de Français favorable à une indépendance

SONDAGE - Alors qu'un ultime référendum local doit se tenir d'ici octobre 2022, 86% de la population française a une bonne image de l'archipel. Mais 66% approuveraient une séparation d'avec la France.

Par **Loris Boichot**

Publié le 20/05/2021 à 19:01, mis à jour le 21/05/2021 à 17:10



Panneaux électoraux lors de la campagne du premier référendum de 2018, à Nouméa. THEO ROUBY / AFP

Subtil exercice que de se prononcer sur le maintien dans la France d'une partie de la communauté nationale. Avant de préparer le troisième et ultime [référendum sur l'indépendance en Nouvelle-Calédonie](#), en recevant [la majorité des élus calédoniens à Paris du 26 mai au 3 juin](#), le ministère des Outre-mer a demandé à l'institut Harris Interactive d'interroger les Français sur leur vision de ce scrutin décisif. Prévus d'ici octobre 2022, cette consultation marquera la conclusion d'un [processus de décolonisation inédit](#), long de plus de trente ans.

Selon ce sondage* réalisé fin avril, que *Le Figaro* s'est procuré, 86% de la population a une bonne image de l'archipel du Pacifique, français depuis 1853. Mais une large majorité (66%) se déclare favorable à l'indépendance de ce territoire de 280.000 habitants, un scénario au centre des tensions historiques entre les deux camps opposés en Nouvelle-Calédonie - les loyalistes pro-France et les indépendantistes.

Méconnaissance des enjeux locaux

Seuls 33% des citoyens désapprouvent l'hypothèse d'une séparation d'avec la France, sur fond de méconnaissance des enjeux locaux. Pas plus d'un Français sur deux (51%) sait qu'un troisième référendum local va être organisé à la demande des indépendantistes, comme le permet l'accord de Nouméa signé en 1998, après la double victoire du «non» à l'indépendance en novembre 2018 (56,7% des voix) et en octobre 2020 (53,3%).

«Pour une large part de l'opinion publique, l'appartenance de la Calédonie à la France n'est pas un sujet d'émotion», explique Jean-Daniel Lévy, directeur délégué de Harris Interactive. «Les enjeux géostratégiques, comme la présence dans le Pacifique sud ou les réserves de nickel, sont des points peu évoqués par nos compatriotes.»

À rebours de la classe politique

Selon le sondeur, les soutiens d'une indépendance avancent d'abord un souci du droit à l'autodétermination, plutôt qu'un argument économique, devant un territoire marqué par sa dépendance aux transferts financiers de l'État. Plus de trente ans après la quasi-guerre civile qui avait embrasé le territoire, à la fin des années 1980, *«la Nouvelle-Calédonie n'est plus perçue comme un enjeu touchant la scène politique nationale»*, ajoute-t-il.

Un positionnement à rebours de la ligne de la classe politique nationale, majoritairement pro-Calédonie française. La gauche radicale, fidèle à sa tradition décolonisatrice, est le seul principal courant à porter un regard bienveillant sur le projet indépendantiste, porté par le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). Quant à Emmanuel Macron, il refuse de prendre parti depuis son élection, au nom de la neutralité de l'État, organisateur du scrutin. Mais il avait précisé sa pensée en mai 2018, lors d'un déplacement dans l'archipel : *«La France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie»*.

** Méthodologie : enquête réalisée en ligne du 27 au 29 avril 2021 pour le ministère des Outre-mer, sur un échantillon de 1.042 personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé.*